



POUR INFORMATION

DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

**Exécution du programme de l'OIT
en 2006-07**

Addendum

Rapport sur l'utilisation des ressources

1. Le présent addendum contient des informations sur les dépenses effectuées en 2006-07 par objectifs stratégiques et opérationnels, selon les trois sources de financement dont dispose le Bureau. Des informations plus détaillées seront fournies dans le rapport sur l'exécution du programme, qui sera soumis à la Conférence internationale du Travail en juin 2008.
2. Les tableaux 1 et 2 indiquent les dépenses consacrées aux objectifs stratégiques de l'OIT pour 2006-07, qui ont été financées par le budget ordinaire et par les ressources extrabudgétaires. Des informations complémentaires figurent dans les rapports présentés au Conseil d'administration sur ces questions ¹. Les informations concernant l'utilisation de l'excédent de 2000-01 sont présentées par catégories de dépenses approuvées par le Conseil d'administration (tableau 3) et par objectif stratégique (tableau 4). Tous les montants sont exprimés en dollars des Etats-Unis.

Genève, le 7 mars 2008.

Document soumis pour information.

¹ Documents GB.301/PFA/1/1 et GB.300/TC/1.

Tableau 1. Budget ordinaire

Objectifs stratégiques et opérationnels	Programme et budget 2006-07	Programme et budget 2006-07 révisé ¹	Dépenses ²
1. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	86 227 715	85 514 894	85 140 082
1a. Principes et droits fondamentaux au travail	36 161 522	35 862 584	35 705 399
1b. Activités normatives	50 066 193	49 652 310	49 434 683
2. Emploi	137 532 087	136 395 146	135 797 326
2a. Emploi, marché du travail, compétences et employabilité	84 934 893	84 232 759	83 863 567
2b. Création d'emplois	52 597 194	52 162 387	51 933 759
3. Protection sociale	95 340 336	94 552 183	94 137 761
3a. Extension de la sécurité sociale	46 626 643	46 241 193	46 038 518
3b. Protection des travailleurs	48 713 693	48 310 990	48 099 243
4. Dialogue social	124 839 216	123 807 204	123 264 556
4a. Renforcement des partenaires sociaux	62 771 572	62 252 656	61 979 802
4b. Gouvernements et institutions du dialogue social	27 979 474	27 748 175	27 626 555
4c. Développement du dialogue social au niveau sectoriel	34 088 171	33 806 373	33 658 199
Total objectifs stratégiques	443 939 354	440 269 427	438 339 725

¹ Voir note 1, document GB.301/PFA/1, annexe 1, tableau 2 (mars 2008). ² Les chiffres de 2006-07 sont encore soumis à vérification.

Tableau 2. Activités de coopération technique financées par des fonds extrabudgétaires

Objectifs stratégiques et opérationnels	Dépenses 2006-07 ¹
1. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	147 965 403
1a. Principes et droits fondamentaux au travail	143 914 906
1b. Activités normatives	4 050 497
2. Emploi	112 794 018
2a. Emploi, marché du travail, compétences et employabilité	36 240 230
2b. Création d'emplois	76 553 788
3. Protection sociale	44 575 413
3a. Extension de la sécurité sociale	14 958 865
3b. Protection des travailleurs	29 616 548
4. Dialogue social	21 836 215
4a. Renforcement des partenaires sociaux	8 524 339
4b. Gouvernements et institutions du dialogue social	11 052 090
4c. Développement du dialogue social au niveau sectoriel	2 259 786
Total objectifs stratégiques	327 171 049
Gouvernance, appui et management	3 897 920
Contrôle et obligation de rendre compte	1 301 644
Gestion axée sur les résultats	2 467 881
Services pour la gouvernance	128 395
Total général objectifs stratégiques	331 068 969

¹ Les chiffres de 2006-07 sont encore soumis à vérification.

Tableau 3. Utilisation de l'excédent 2000-01 par catégories de dépenses approuvées par le Conseil d'administration

	Allocation de ressources initialement approuvée par le Conseil d'administration	Dépenses au 31.12.2005 (note 1)	Dépenses 2006-07 (notes 2 et 3)
Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation	2 800 000	2 800 000	0
Normes internationales du travail	2 900 000	2 626 456	262 329
Réponse aux crises et aux situations d'urgence	6 641 000	6 129 841	1 449 698
Afrique	1 911 000	941 694	895 132
Amériques	1 774 500	1 666 825	102 338
Etats arabes	1 403 000	1 007 955	57 906
Asie	1 800 500	1 609 899	190 470
Europe	611 000	528 611	80 033
Activités entreprises à la suite des événements du 11 septembre 2001	500 000	374 857	123 819
Sûreté et sécurité du personnel (note 3)	3 450 000	3 478 533	235 944
Investissements dans les capacités de gestion (note 4)	6 000 000	3 594 894	1 913 413
Services régionaux	10 000 000	6 224 786	3 563 055
Afrique	2 940 000	1 951 162	874 499
Amériques	2 730 000	1 338 668	1 354 604
Etats arabes	620 000	387 890	208 347
Asie et Pacifique	2 770 000	1 855 550	893 972
Europe	940 000	691 515	231 634
Statistiques	2 000 000	1 780 741	170 191
Egalité entre hommes et femmes	2 000 000	1 610 515	375 759
Communications	3 500 000	2 637 064	860 613
Tripartisme et dialogue social	2 900 000	2 666 476	220 360
Sous-total	43 550 000	33 549 305	9 051 363
Investissements dans le bâtiment et les locaux	2 750 000	2 750 000	–
Investissements dans les systèmes informatiques	5 000 000	5 000 000	–
Total	51 300 000	41 299 305	9 051 363

Note 1: Tableau 3. Document GB.295/PFA/13(Add.).

Note 2: Y compris l'utilisation de fonds excédentaires de projets terminés à la fin de 2005, par rubrique. Le montant total des fonds ainsi réaffectés s'est élevé à 211 442 dollars E.-U.

Note 3: Les chiffres de 2006-07 sont encore soumis à vérification.

Note 4: Comme le Conseil d'administration en a été informé en novembre 2005 (document GB.294/PFA/9), un virement de 265 504 dollars a été effectué du poste «Investissement dans les capacités de gestion» vers le poste «Sécurité et sûreté du personnel». Par conséquent, le montant total des crédits alloués à ces deux postes (sans les réaffectations mentionnées à la note 2) est respectivement de 5 734 496 dollars et 3 715 504 dollars.

Tableau 4. Etat indicatif des dépenses pour les résultats par objectifs stratégiques et opérationnels ¹

Objectifs stratégiques et opérationnels	Dépenses inscrites au budget ordinaire	Dépenses financées par des fonds extrabudgétaires	Dépenses financées par l'excédent 2000-01 ²	Total
1. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	85 140 082	147 965 403	498 977	233 604 462
1a. Normes et principes et droits fondamentaux au travail	35 705 399	143 914 906	250 078	179 870 383
1b. Activités normatives	49 434 683	4 050 497	248 899	53 734 079
2. Emploi	135 797 326	112 794 018	3 423 192	252 014 536
2a. Emploi, marché du travail, compétences et employabilité	83 863 567	36 240 230	2 577 644	122 681 441
2b. Création d'emplois	51 933 759	76 553 788	845 548	129 333 095
3. Protection sociale	94 137 761	44 575 413	22 253	138 735 427
3a. Extension de la sécurité sociale	46 038 518	14 958 865	0	60 997 383
3b. Protection des travailleurs	48 099 243	29 616 548	22 253	77 738 044
4. Dialogue social	123 264 556	21 836 215	663 817	145 764 588
4a. Renforcement des partenaires sociaux	61 979 802	8 524 339	415 789	70 919 930
4b. Gouvernements et institutions du dialogue social	27 626 555	11 052 090	248 028	38 926 673
4c. Développement du dialogue social au niveau sectoriel	33 658 199	2 259 786	0	35 917 985
Autres utilisations des fonds excédentaires au titre des objectifs stratégiques ²			4 443 124	4 443 124
Total objectifs stratégiques	438 339 725	327 171 049	9 051 363	774 562 137

¹ Les chiffres de 2006-07 sont encore soumis à vérification. ² Au cours de la période 2006-07, quelque 4,6 millions de dollars de fonds excédentaires ont servi à financer des initiatives qui peuvent être explicitement rattachées aux objectifs stratégiques. Un montant supplémentaire de quelque 4,4 millions de dollars a été alloué à des initiatives qui, même si elles relèvent des grandes orientations stratégiques, recouvrent tellement de domaines qu'il n'est pas possible de les ranger dans un secteur bien précis. Calculer la part relative de ces dépenses pourrait fausser le chiffre des dépenses allouées en propre à chaque objectif stratégique. De ce fait, les «autres utilisations des fonds excédentaires au titre des objectifs stratégiques» sont présentées séparément. Elles comprennent des dépenses couvrant l'investissement dans le renforcement des capacités de gestion (montants alloués à des programmes techniques et à des régions), les statistiques, les communications externes, ainsi que 1,2 million de dollars consacrés aux crises et aux situations d'urgence et aux services régionaux, autant d'activités intersectorielles par nature. Les dépenses consacrées aux crises, aux services régionaux (autres que ceux mentionnés plus haut) et à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes font partie des dépenses relevant des objectifs stratégiques.